L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS : MERCREDI MATIN, 5 MAI 1875. 23me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 5 MAI.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, au No 99 de la rue du Quartier, entre Bourbon et Dauphine—beaux meubles—A neuf, à 9 heures de l'après-midi, rue Royale, entre St-Philippe et Ursulines—un lot de meubles.

Par G. Léonnard, au No 99 de la rue de Chartres—nattes blanches et à carreaux, avariées.

Par Hoffman, Martin & Co., au No 35 de la rue de Chartres—marchandises sèches, draps, couvertes, doschins, tweed, jeans, "notions," cotonades, &c., &c.

SPECTACLE.

Mercredi, 5 mai 1875.

ACADEMIE—Grande représentation au bénéfice de M. Bidwell.

SALLE GRUNEWALD—Grand Concert.

La ville et la campagne.

Avant la guerre, la prospérité régnait en Louisiane, aussi bien à la Nouvelle-Orléans que dans les campagnes. L'agriculture trouvait une source abondante de richesses dans le coton et le sucre, qui étaient produits en bien plus grande quantité qu'aujourd'hui, tandis que la Nouvelle-Orléans, alors beaucoup moins peuplée, avait pour aliimenter son commerce, outre les produits spéciaux de la Louisiane, ceux qu'elle recevait des Etats voisins et en échange desquels elle envoyait des provisions et des marchandises.

Une grande partie de ce commerce extérieur a été perdu depuis, pour la Nouvelle-Orléans, et la production agricole de la Louisiane a elle-même, considérablement diminué.

Ainsi, d'une part, notre place reçoit à peine un quart de la quantité de sucre et de mélasse qu'elle recevait avant la guerre, et l'augmentation dans la production du riz ne fait guère que commencer la diminution dans la production du tabac, tandis que, d'autre part, il ne nous arrive plus que douze cent mille balles de coton environ, au lieu de deux millions et plus. La différence du prix dans le coton compense en partie la diminution dans la quantité de balles, en ce qui concerne le chiffre des affaires de change et la commission, mais il n'y en a pas moins un million de balles de moins à transporter des lieux de production ici, à charroyer des bateaux à vapeur aux presses et des presses aux navires, à presser, à expédier, etc., ce qui laisse un vide considérable dans toutes les industries intermédiaires et dans les affaires de fret.

La population de la ville ayant augmenté par l'immigration d'un grand nombre de noirs qui ont quitté les champs, et les affaires ayant diminué en ville par suite des causes énumérées plus haut, le manque de travail s'explique facilement. La gêne occasionnée à la propriété foncière par des impôts exorbitants est encore une source de misère pour une nombreuse classe de travailleurs.

Nous avons souvent indiqué les remèdes qu'il y aurait à apporter aux embarras de la situation financière et nous avons fait ressortir le bien immédiat que produirait une réduction des taxes. Sans perdre de vue ce côté de la question, nous allons présenter quelques observations sur les relations actuelles de la production agricole et du commerce.

Il est encore trop évident que la Nouvelle-Orléans souffre, comme toutes les grandes villes américaines et peut-être plus qu'aucune d'elles, d'une absence regrettable d'équilibre entre la population des campagnes et celle des villes.

La source première de la richesse est l'agriculture qui produit les denrées alimentaires et fournit à l'industrie les matières premières que celle-ci transforme et auxquelles elle ajoute une plus value de main d'œuvre. Les agriculteurs jouent donc le rôle le plus important comme producteurs et en même temps, ils constituent l'élément le plus considérable de la clientèle commerciale comme consommateurs.

En dehors des producteurs agricoles et des industriels, nous trouvons les commerçants qui jouent le rôle d'intermédiaires pour l'échange et la répartition des produits agricoles et industriels.

Si la proportion entre les producteurs et les intermédiaires est bien gardée, au égard à la nature de leurs fonctions réciproques, il y a équilibre et les résultats sont satisfaisants des deux côtés.

Mais lorsque, par suite d'une tendance trop souvent reproduite de la part de la population agricole à émigrer dans les villes, l'équilibre vient à se rompre, il ne tarde pas à en résulter un malaise des deux côtés.

C'est là une des causes qui ont produit la crise qui a éclaté en 1873 dans toute l'Union et dont les effets se font encore sentir actuellement.

La Nouvelle-Orléans a vu, depuis la guerre, sa population augmenter de 50,000 âmes, alors que la population des paroisses de l'Etat diminuait ou restait stationnaire. L'agriculture produit moins qu'avant, et l'augmentation du nombre des intermédiaires n'ayant pas répondu à un besoin, il en résulte que ceux qui étaient avant producteurs et consommateurs ont cessé de produire par le manque de travail.

Le seul remède à cette situation serait un reflux de la population urbaine vers les campagnes. S'il était possible de faire, d'un trait de plume, que dix mille familles habitant actuellement la ville, fussent transportées à la campagne et transformées en producteurs agricoles, non seulement elles y trouveraient les moyens de subsistance et le bien-être, mais elles deviendraient d'excellents clients pour le commerce de la ville. Malheureusement, ce sont de ces transformations qui ne peuvent s'effectuer d'un coup de baguette; elles ne peuvent s'opérer que lentement et par la force des choses

Il s'offre, cependant, en ce moment, une excellente occasion de favoriser un mouvement dans le sens que nous indiquons.

C'est d'aider, par souscriptions, s'il le faut, l'envoi à la campagne de plusieurs milliers de travailleurs inoccupés. Il en coûte moins de nourrir une famille à la campagne qu'à la ville et ceux qui sont disposés à donner quelque argent pour soulager la détresse de leurs concitoyens, l'emploieront plus judicieusement et plus utilement en contribuant à l'envoi des travailleurs dans les campagnes, que là ceux-ci deviendront des producteurs et il y en aura un assez grand nombre, certainement, qui se fixeront dans les paroisses et qui augmenteront ainsi la population agricole d'une façon permanente.

Nous avons vu avec plaisir que les Granges se montrent disposées à favoriser ce mouvement en procurant de l'emploi aux travailleurs de la ville. Des ouvriers sans emploi sont ici des bouches inutiles à nourrir, un fardeau pour la communauté. Leur procurer les moyens de vivre en cultivant la terre, c'est remplir un devoir d'humanité et rendre un service à la ville et à l'Etat. Nous applaudissons donc à l'initiative prise par les Granges et nous engageons le comité de secours à diriger ses efforts dans la même voie.

Le courrier de Constantinople a apporté une étrange nouvelle. Consolo, le violoniste, ancien élève du Conservatoire de Bruxelles, vient de se faire musulman. Il avait adressé, il y a quelque temps déjà, une requête au ministre turc qui a la formé la légation d'Italie, dont relève le néophyte. Les dernières formalités prescrites par les capitulations ont été accomplies. M. Consolo s'est rendu chez le Beilikdji, et là, en présence du drogman de la légation d'Italie, il a déclaré qu'il embrassait spontanément l'islamisme et qu'il prendrait le nom de Kiamil. Comme les conversions à l'islamisme sont fort rares, l'acte de M. Consolo a produit un certain effet à Constantinople.

—Une sérénade des plus touchantes vient d'avoir lieu à Côme, en Lombardie. A trois kilomètres de cette ville a été construite une petite chapelle destinée à recevoir la dépouille mortelle du célèbre physicien Alexandre Volta, inventeur de la pile électrique qui porte son nom. C'est là que ses restes viennent d'être transférés en grande pompe et en présence d'une foule de notabilités scientifiques. Plusieurs discours ont été prononcés.

La transformation du coton en soie.

Nous avions été mis, il y a quelque temps, au courant d'une invention faite à la Nouvelle-Orléans par un artiste français nommé Maguier et qui consistait à transformer, un moyen de quelques ingrédients chimiques, le coton en la soie en soie. Des essais sur une petite échelle avaient été faits ici, et ceux qui avaient vu les échantillons obtenus, considéraient l'invention comme merveilleuse. Nous nous étions abstenus d'en parler pour donner le temps aux intéressés de prendre leurs brevets.

L'inventeur, M. Maguier, était parti pour le Nord en compagnie du docteur Kunemann, bien connu ici, et qui s'était associé à l'entreprise. Ils allaient chercher les moyens de faire des expériences sur une grande échelle et de tirer parti de l'invention.

Le *New-York World* nous fait connaître le dénouement tout-à-fait inattendu de leur voyage.

Ces messieurs avaient été mis en rapports avec MM. Seligman & Cie., banquiers, à New-York, qui avaient promis de faire les fonds de l'affaire. MM. Pall Brothers, fabricants de soie à Patterson, New Jersey, consentaient à faire les expériences nécessaires dans leur manufacture. Des appareils furent construits dans ce but et M. Maguier prépara ses ingrédients chimiques et se mit à l'œuvre. Une certaine quantité de fil soumise au procédé, fut tissée en rubans et sortit des machines avec toutes les apparences et les qualités de la soie la plus brillante.

Le résultat émerveilla tous les assistants, et il fut décidé que le nouveau produit serait baptisé du nom de *soiene*. On pouvait dire que tout marchait à souhait.

Mais, mercredi dernier, dit le *World*, le chimiste disparut subitement sans qu'on pût savoir ce qu'il était devenu. On suppose qu'exalté par son succès il avait perdu momentanément la raison et qu'il était parti pour l'Europe. Le docteur Kunemann était toujours à New-York fort perplexe sur le sort de son associé qui a emporté avec lui le secret de l'invention.

Nous donnons cette version du *World* parce qu'elle dément, en ce qui concerne le docteur Kunemann, la dépêche télégraphique suivante qui a paru dans les journaux de la Nouvelle-Orléans, du 27 avril :

Patterson, 26.—Trois Français, récemment arrivés de la Nouvelle-Orléans, viennent d'être découverts dans la tentative de vol d'une nouvelle fabrication de soieries par un prétendu procédé chimique pour la transformation du lin, du coton et autres tissus en la plus belle soie du monde. On dit qu'une maison de New-York a payé $30,000 pour une part dans la découverte. Plusieurs manufacturiers de Patterson étaient sur le point d'engager dans cette entreprise des capitaux considérables lorsque les trois conspirateurs alarmés ont pris la fuite.

Le *World* dit, au contraire, que "M. Prall a toujours la foi la plus entière dans le procédé du français et dans l'intégrité de M. Maguier. Une boîte de rubans faits avec des filés de lin commun, mais brillants comme les soieries de Lyon, reste au bureau de M. Prall pour témoigner de ce qu'on aurait pu faire."

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Nous rappelons à tous les patrons de l'Opéra que le concert au bénéfice des artistes de l'orchestre, doit avoir lieu demain soir à huit heures à l'Opéra. Il y a là une occasion de plaisir en même temps qu'une œuvre de libéralité et de justice à accomplir. Le prix des billets est d'une piastre.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—C'est aujourd'hui qu'auront lieu en matinée et le soir les deux représentations qu'un grand nombre de citoyens de la Nouvelle-Orléans ont désiré offrir à M. Bidwell pour son bénéfice, comme une preuve de leur sympathie.

On verra dans nos colonnes d'annonces que le programme pour ces deux représentations a été composé avec un soin extrême et qu'il sort des limités de l'ordinaire.

M. Bidwell a trop souvent ouvert sa bourse et offert son théâtre quand on venait lui demander de participer à une œuvre de charité, pour que nous ayons besoin de faire appel au public, aujourd'hui qu'il a subi des pertes après une saison théâtrale désastreuse.

Nous espérons donc voir la salle de l'Académie comble ce soir. Nous sommes certain, d'ailleurs, qu'il y aura une excellente chambrée, car nous savons que beaucoup de places ont été déjà retenues.

LA FERMETURE DES PORTS DE CARACAS.—Voici la lettre dont nous avons fait mention hier.

Légation des Etats-Unis,
Caracas, 18 mars 1875.

Monsieur : J'ai l'honneur de vous transmettre une copie du décret du Président qui a repris ses fonctions le 16 mars, décret fermant les ports de Maracaibo et de Iles Vela de Coro, au commerce étranger. Le même journal contient un décret établissant une douane de terre à Porto Cabello, comme conséquence de la mesure adoptée par le premier décret. L'objet, ainsi que le déclare le président, est d'empêcher un commerce illégal avec Curaçao qui fait actuellement un grand trafic avec les ports fermés par ce décret et ainsi de punir Curaçao pour des offenses passées.

Curaçao étant près de la côte et ayant une excellente rade, a servi de port de transbordement à des cargaisons provenant des rades à eaux basses des places ci-dessus nommées ou y allant. L'intention est maintenant de transférer ce commerce à Porto-Cabello. Ce port est à près de 300 milles de Maracaibo et le courant et le vent portant fortement à l'ouest, cela embarrassera beaucoup le commerce d'exportation de l'Etat Zulia et des quatre autres Etats de Venezuela qui se fait par Maracaibo. On veut obvier à cette difficulté en établissant une ligne de vapeurs entre Maracaibo et Porto-Cabello. Le général Pika, ex-ministre des Etats-Unis, est engagé, dans cette entreprise sous les auspices du gouvernement.

Les inconvénients causés au commerce tomberont aussi sur la partie de la Colombie qui fait son commerce d'exportation et d'importation par Maracaibo. La libre navigation du lac Maracaibo est aussi interdite par le décret, contrairement, prétend-on, à un traité existant entre les deux républiques.

.....

Les exportations de Maracaibo aux Etats-Unis pour l'année finissant en septembre 1874, se sont élevées à $4,196,168 39 y compris plus de vingt millions de livres de café, ce qui constitue une augmentation d'environ 15 0/0 sur le chiffre de l'année dernière.

J'ai l'honneur, etc.,
THOMAS RUSSELL.

A l'hon. Hamilton Fish,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D.C.

LE BRIGANDAGE DANS LE SUD DE L'ITALIE.—Dans une de mes dernières lettres, dit le correspondant de *Times* à Naples, j'ai rendu compte de la séquestration de deux riches propriétaires par les brigands; de l'un ils avaient demandé une rançon de 100,000 livres. De l'autre on sait seulement qu'il regagna sa demeure sain et sauf de quelques jours; mais les circonstances extraordinaires qui entourent sa captivité et sa mise en liberté font ressortir l'immense puissance de la *Mano* en Sicile.

Ainsi que ses amis, il garde le silence le plus complet sur tous ces faits, et appelé devant le préfet et questionné sur la somme d'argent qu'il avait dû payer, sur le nombre d'hommes qui l'avaient fait prisonnier et la direction qu'ils avaient prise, il refusa non-seulement de répondre, mais nia qu'on eût le droit de se mêler des affaires personnelles d'un gentilhomme.

Il est évident que la seule crainte d'une vengeance prompte et terrible a pu lui imposer la sévérité d'un pareil silence.

Le 25 février, la diligence de Catane à Lentini fut arrêtée par 9 hommes armés. Les chevaux furent dételés. Il n'y avait que deux voyageurs qui, ainsi que le cocher et le garde, furent garrottés et forcés à coups de crosse de fusil de demeurer la face contre terre.

Naturellement, on les dépouilla de toutes leurs valeurs, et dans l'une des lettres du sac de la diligence, les voleurs trouvèrent 30,000 livres. On dit que le chef de la bande employait le dixième plumeau.

Le 2 mars, une bande a tenté d'attaquer la diligence d'Aderno, mais le cocher, en forçant ses chevaux à prendre le galop, leur échappa. Plusieurs coups de feu furent tirés sur la diligence, mais heureusement sans causer beaucoup de dégâts.

Près Castrogiovanni, province de Girgenti, la diligence a également été attaquée, une grosse somme a été prise par les brigands, tandis que le cocher, qui résistait, a eu la tête tranchée.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Représentation au bénéfice.

Il paraît que le fameux bill que l'on prétend avoir été adopté par la Législature, pour transférer le gouvernement de la paroisse d'Orléans à la municipalité, et qui devait être soumis à la signature du gouverneur, n'a pas été présenté à ce dernier. Alcide Mewbier, l'assemblé du malheureux Rousseau, a été en réalité adopté par les deux Chambres; mais voici exactement :

A la session régulière, le pseudo-gouvernement actuel, tenant compte que possible ne que la vapeur publique ne serait commencer avant été convoquée à temps, ont trouvé plus prudent de ne pas présenter le bill, mais d'attendre la session extraordinaire, qui, croyaient-ils, devait être convoquée par le gouverneur Pinchback, qu'ils pensaient avoir fait prisonnier le jour de l'élection. Ils avaient chargé M. Wheeler, leur agent, de faire passer ce bill en secret. Malheureusement, il paraît que M. Wheeler, le bill ne lui a même pas été soumis. Malheureusement, il paraît que M. Kellogg, après avoir été informé par M. Pinchback, qu'il ne serait pas convoqué, a adopté par la Législature : mais l'on n'a pas encore entendu parler de M. Pinchback comme ne pouvant manquer de l'être celle de tout avocat de bon sens, est que ce bill, qu'il soit signé ou non par le pseudo-gouverneur, n'aura jamais la moindre semblant de légalité.

Il est un fait, cependant, que nous ne nous expliquons pas bien; c'est que ce fameux bill ait été soumis à la Chambre des représentants, un jour ou deux après l'expiration du terme de la session extraordinaire. C'est M. Hallette, Orateur de la Chambre, qui a signé le bill. M. Overton, premier commis d'empêchement l'instruction d'enrôler le bill. Nous nous plaisons à croire qu'il a commis une erreur involontaire en signant une pareille instruction, puisque le susdit bill n'avait jamais été présenté à la Chambre consentie.

La dernière disparition.

Nous apprenons que M. J. Querveron, un cordonnier dont la boutique se trouve rue Royale, No 100, près St-Louis, a disparu depuis vendredi dernier, et l'on ne sait pas ce qu'il est devenu.

M. Querveron est âgé de soixante ans et il était connu pour avoir des habitudes très sédentaires.

Les disparitions sont devenues tellement fréquentes depuis quelque temps, qu'on n'a plus le droit de s'étonner de rien.

Nous espérons que M. Querveron se retrouvera sans accident fâcheux.

Un marin en goguette.

Frederick Jones, appartenant à la marine des Etats-Unis, ayant à bord une trop forte cargaison de whiskey, s'en allait titubant, tenant de bâbord à tribord sans oublier au gouvernail. Il a fini par échouer sur un récif de la rue Dauphine, d'où un métropolitain l'a ramassé jusqu'au chantier de marine de la place Jackson, pour lui faire subir les réparations nécessaires.

Vélocipède capturée.

Vers deux heures, hier après midi, Charles Young et Tom Robert, deux citoyens de la paroisse ont été arrêtés rue Toulouse, entre Royale et Chartres, par le capitaine Montamat et le sergent Malone, de la police métropolitaine, accusés de s'être introduits dimanche soir dans le magasin de Joseph Bergère, rue Toulouse, entre Royale et Chartres, et d'avoir volé pour $200 de vins de premières crus.

On a trouvé un certain nombre de bouteilles dans la remise de ces individus, ce qui prouve suffisamment leur culpabilité.

Charles Young et Tom Robert pat vouloir tirer le vin de leur prochain; il faudra maintenant qu'ils le boivent jusqu'à la lie.

L'affaire des bouteilles d'eau de Seltz.

Nous lisons dans le *Picayune* d'hier matin une communication de notre estimable concitoyen, M. Carleton Hunt, employé comme avocat par MM. Erne et Hall, qui montre sous un jour complètement nouveau l'affaire des bouteilles de Seltz, qui a fait tant de bruit.

D'après M. Carleton Hunt, il ne s'agirait que d'une manœuvre indigne de métier.

Notre appréciation de cette singulière affaire était basée sur le rapport de la police et nous attendrons maintenant qu'elle soit jugée par les tribunaux.

Si MM. Erne et Hall ont été victimes d'une fausse accusation de la part de M. Dumas, de la maison Dumas, Fabio & Cie, nous leur félicitons pas à rendre justice à qui de droit et à signaler les vrais coupables

Réunion mensuelle de la Chambre de Commerce.

La réunion mensuelle de la Chambre de Commerce a eu lieu avant hier et a été peu importante.

Un comité de cinq a été nommé sur motion de M. Sandidge, pour poser les bases de la réorganisation de la Chambre, conformément à la nouvelle charte accordée par la Législature.

Ce comité, dont les membres ont été désignés par M. Chapp, agissant comme président, se compose de MM. Sandidge, Beixas, Joseph Putnam et Allen.

Le comité a fixé rendu de présenter son rapport dans 8 jours.

Sur motion de M. Jackson un comité de cinq a été encore nommé pour recevoir le capitaine Eads, qui est attendu incessamment avec son système de jetées.

Ce comité se compose du général Beauregard comme président et de MM. Bayley, Jackson, Beixas et Sandidge.

La Chambre de Commerce s'est ajournée alors à lundi prochain, le 11 courant.

Séance du Conseil Municipal.

Le conseil se réunit à midi sous la présidence du maire Leeds. Tous les administrateurs sont présent.

Le message suivant du maire Leeds est lu.

Mairie de la Nouvelle-Orléans.

Aux administrateurs du conseil municipal.

Messieurs—Je crois nécessaire d'appeler votre attention sur l'estimation des revenus de la ville.

D'après les clauses de l'amendement constitutionnel, adopté dernièrement, la ville n'a plus le pouvoir de contracter une dette.

Or, comme nos recettes actuelles sont insuffisantes pour payer nos dépenses; il est important de prendre des mesures immédiates pour réduire ces dépenses afin que leur chiffre ne dépasse pas celui de nos recettes.

Respectueusement,
CHAS. J. LEEDS, maire.

Le message du maire est approuvé et le secrétaire reçoit l'ordre de l'inscrire dans les registres.

Les différents administrateurs présentent ensuite leur rapport pour le mois d'avril.

Voici les totaux des frais dans tous les départements :

Salaires du maire et des administrateurs $4,125 00 : bureau du maire $433 33 ; Conseil Municipal $916 66 ; Hôtel de ville $406 25 ; département du commerce $3,620 98 ; département des finances $1,864 96 : département des Water Works et des édifices publics $4,794 57 ; département des améliorations $37,133 33 ; département des assessements $8,493 ; département de la police $2,533 97 ; département des comptes publics $1,583 31 ; département du Voyer de la ville $2,471 83 ; bureau de l'argent de la ville $333 ; collecteurs de la taxe de drainage $800 ; hôpital des variolés $436.

Le grand total pour le mois d'avril est de $91,985 82.

M. Burke, administrateur du département des améliorations, présente une résolution autorisant l'avocat de la ville à réclamer la somme de $15,391 21 à la compagnie des levées de la Louisiane, pour des travaux qui ont été faits par l'administration de la ville, pendant la menace d'insurrection de 1874, sur toute la batture à partir de Carrollton jusqu'aux Casernes des Etats-Unis.

Des pétitions de plusieurs citoyens adressées au Conseil, pour obtenir une réduction dans l'assessement de leurs propriété, sont référées à l'administrateur du département des assessements, et la séance est levée.

TEMPERATURE.—4 mai 1875.

Thermomètre de C. Dunaine, opticien
Fahrenheit. Centigrade

6 A. M.	66	19
12 M.	78	26
3 P. M.	80	27
6 P. M.	77	25

—Quand une bonne affaire se présente, il faut en profiter. Il n'arrive pas souvent qu'un marchand, détruit lui-même ses affaires et se ruine de commerce, vende son stock à un très grand rabais. C'est ce que fait en ce moment M. Jos. B. Hubbard, coin Bonneris et Perdido, et nous ne saurions trop engager ceux qui ont besoin de meubles à s'adresser à lui. Lits, chaises, sofas, bureaux, toilettes, armoire, M. Hubbard vend tout cela à un bon marché extraordinaire.

—Le tribunal correctionnel du Havre a condamné à six jours de prison un individu du boucher qui vendait à un client du veau pour du mouton. Il faisait observer que ces temps-ci, lorsque un jeune garçon de 15 ans a pu, par la découverte de quelques têtes et pieds des animaux tués qu'on a pu remonter jusqu'à l'auteur de cette fraude, il est bien difficile à un acheteur de ne pas se laisser tromper.

LES ARMÉES D'EUROPE.

Le chiffre de la population augmente chaque année, d'après la loi naturelle, mais progresse à un moindre degré que celui de l'armée. M. le commandant Simonnet, sur la situation numérique des armées européennes :

Le chiffre de la population augmente chaque année, d'après la loi naturelle, mais progresse à un moindre degré que celui de l'armée. M. le commandant Simonnet, sur la situation numérique des armées européennes :

Le chiffre de la population augmente chaque année, d'après la loi naturelle, mais progresse à un moindre degré que celui de l'armée. M. le commandant Simonnet, sur la situation numérique des armées européennes :

En Russie, de..... 400,000 hommes.
En Allemagne, de..... 400,000 — —
En France, de..... 400,000 — —
En Autriche, de..... 200,000 — —
En Angleterre, de..... 200,000 — —
En Italie, de..... 200,000 — —

On voit par ces chiffres quelle supériorité présente la Russie, dont les hommes, dans les jeunes gens atteignant annuellement à l'âge du service est près du double de ce qu'il est dans tout le reste de l'Europe. Dans la seule armée active, la Russie peut compter sur 1 million 400,000 hommes, des propositions numériques à peu près égales sont faites.

Le budget de la guerre, comparé au budget total, donne les résultats suivants :

En Russie.....	38 0/0
Angleterre.....	21 —
France.....	21 —
Allemagne.....	20 —
Autriche.....	20 —
Italie.....	17 —

Ainsi, pour nous borner à ce qui nous touche le plus dans ce tableau, la France consacre près du tiers de ses ressources budgétaires à ses dépenses militaires, l'Allemagne seulement un peu moins du quart.

Un chiffre plus instructif encore et qui désnote, à notre détriment, une infériorité flagrante, c'est le chiffre qui exprime pour les divers pays le rapport entre les frais de l'instruction des officiers et des soldats, et l'ensemble du budget de la guerre. Nous avons le regret de constater que, sous ce rapport, la France vient au dernier rang. Ce budget étant représenté par 100, pendant que l'Autriche consacre pour cette instruction et l'approvisionnement des munitions de guerre 5,6 0/0 ; la Russie..... 2,5 — ; l'Allemagne..... 2,7 — ; l'Angleterre..... 2,3 — ; l'Italie..... 1,8 — ; la France n'emploie que 1,6 —.

Il y a là de quoi faire réfléchir les chefs de notre armée.

Voici maintenant les effectifs de paix, qui sont le meilleur criterium des forces offensives et défensives normales.

Russie.....	860,000 hommes	et 86,000 chev.
France.....	400,000	— 80,000 —
Allemagne.	426,000	— 90,000 —
Autriche...	268,000	— 46,000 —
Italie.....	200,000	— 32,000 —
Angleterre.	180,000	— 36,000 —

Ces chiffres portant leur enseignement avec eux.

Voici un sont de chacune soldat en temps de paix.

Pour l'Angleterre	5,000 fr.
France.....	1,343
Russie.....	1,291
Allemagne	1,183
Italie.....	994
Autriche.....	988

On peut remarquer une chose en outre, c'est que le soldat anglais coûte plus cher qu'en Allemagne. Différence, 50 francs, laquelle, multipliée par le chiffre de l'effectif de paix, 400,000 hommes, donne de ce chef seulement une supériorité de plus de 20 millions 500,000 francs.

Les détails numériques dans lesquels nous venons d'entrer ne laissent aucun doute sur l'égalité, au moins relative, en matière militaire, de la France à l'égard des Etats les plus puissants, et sur sa supériorité à l'égard des autres.

Nous arrivions à des résultats plus satisfaisants encore si nous comparions notre situation économique à celle du reste de l'Europe. Sur ce point, le dernier voile est déchiré par l'augmentation des dépenses courantes non progressives, amenant la liquidation des plus effroyables désastres. Notre commerce général, importations et exportations réunies pour l'année 1873, s'est élevé à la somme de 9 milliards 400 millions, avec une augmentation de 141 millions sur l'année précédente, et de 1 milliard 513 millions sur la période quinquennale antérieure à 1873.

Le développement de chiffre total de 9,400 millions, nous trouvons :

Pour l'importation, 1,576 millions, valeur supérieure de 75 millions à celle constatée l'année précédente, et de 583 millions à la moyenne quinquennale ;

Pour l'exportation, 1,322 millions, en augmentation de 95 millions sur le chiffre de l'exercice 1873, et de 361 millions sur la période quinquennale.

L'OBSERVATION DU DIMANCHE.—On a appelé hier mercredi, à la 1re chambre du tribunal civil, une affaire Valentin contre Vouillot. Il s'agit d'une demande dirigée contre le directeur du journal l'*Univers*, à propos d'un article publié par ce journal.

M. Valentin, marchand de lingerie et de mercerie dans la banlieue du faubourg Saint-Germain, réclame au journal l'*Univers* 10,000 francs, à titre de dommages-intérêts ; il demande de plus l'insertion du jugement à intervenir dans dix journaux de Paris.

Voici ce qui motive cette demande :

M. Valentin a, paraît-il, l'habitude d'ouvrir son magasin le dimanche jusqu'à deux heures de l'après-midi. Le dimanche 6 mars, il l'avait fermé de la même façon et avait placé sur les vitres un écriteau indiquant que le magasin était fermé pour cause de fête religieuse. Or, l'*Univers* a publié un article auquel M. Valentin reproche d'avoir désigné son magasin comme devant être mis en interdit parce qu'il est ouvert aussi que ce jour-là. Il était formé pour cause de fête légale, et non à raison de la solennité du dimanche.

Me Carraby doit soutenir la demande de M. Valentin, et Me Ouvrard de Villeneuve celle de la défense de M. Veuillot.

L'affaire a été renvoyée à huitaine.

—Mlle Say, qui épouse le fils de M. le duc de Bisaccia, est la fille de M. Constant Say; et non de M. Léon Say.

—Un horrible accident de chasse vient d'avoir lieu à Neuvy-Sautour (Yonne) ; MM. H...., père et fils, chassaient ensemble les grands sauvages. Pour mieux surveiller leur mouvements, M. H...., père s'était embusqué derrière un buisson ; voyant venir à lui ces volatiles, il cria à son fils de se mettre sur ses gardes ; celui-ci dégagea les lisse, et, lorsqu'il les vit à sa portée, il tira à la dérobée ; le coup part et va frapper en plein le père, qui expira trois quarts d'heure après.

—X...., qui est resté pauvre, rencontre l'autre jour sur le boulevard X...., qui est devenu riche.

—Que je suis heureux de te revoir ! dit X....

—Toi moi donc !

—Où demeures-tu ?

—Aux Champs-Elysées.

—Et à quelle heure te trouve-t-on chez toi ?

—Je dîne tous les jours à dix heures ; en venant à sept, tu es sûr de ne pas me déranger.

—Un dicton des gens nerveux est bonne.—Ce sont les gens nerveux qui boivent, c'est un régime habituel. Les débutés sont ne peuvent guère se passer de vin ordinaire, ils ne peuvent guère non plus se passer de vin fin, ils ne peuvent se contenter d'un vin ordinaire. Voilà pourquoi les gens nerveux sont en général si bien. Voilà pourquoi les gens nerveux sont en général si bien. Voilà pourquoi les gens nerveux sont en général si bien.

—Décidée, hier, à tout, à tout braver, à tout oser, Mme veuve MARIANNE BOYER, dite Mme BERTHE FLICK, née à Paris, (Paris), 72e année, veuve de Paris, (Paris), 72e année, veuve de Paris, (Paris), 72e année, veuve de